

08 Comptes annuels

205	Comptes annuels
205	Introduction Comptes annuels
209	Comptes du groupe
209	Compte de résultat
210	Bilan
211	Tableau de financement
211	Tableau des capitaux propres
212	Principes régissant l'établissement des comptes
216	Annexe
228	Liste des participations
230	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés
232	Comptes annuels maison mère
232	Compte de résultat
233	Bilan
234	Tableau de financement
234	Tableau des capitaux propres
235	Principes régissant l'établissement des comptes
238	Annexe
252	Rapport de l'organe de révision sur les comptes

Comptes annuels

Introduction à la partie financière

Les chiffres-clés ci-après se rapportent aux comptes annuels du groupe SSR.

Indicateurs

mio. CHF	2021	2022	Evolution
Compte de résultat			
Produits d'exploitation	1 568,5	1 548,8	-19,7
Charges d'exploitation	-1 515,0	-1 514,9	0,1
Résultat d'exploitation	53,5	33,9	-19,6
Résultat financier	-3,7	-6,8	-3,1
Impôts	-1,1	0,5	1,6
Résultat d'entreprise	48,7	27,6	-21,1
Résultat d'entreprise hors gain immobilier exceptionnel	10,3	23,9	13,6
Bilan			
Liquidités	183,0	200,2	17,2
Actifs immobilisés	712,0	718,5	6,5
Fonds propres	451,0	478,6	27,6
Total du bilan	1 112,4	1 158,6	46,2
Tableau de financement			
Investissements	99,4	93,4	-6,0
Free cashflow	102,2	17,2	-85,0

Commentaire du compte de résultat

SSR 2022: une année riche en événements et en défis

La SSR boucle l'exercice 2022 sur un résultat d'entreprise de 27,6 millions de francs. La mise en œuvre rigoureuse des mesures d'économie déclenchées en 2018, les recettes publicitaires récoltées grâce aux grands événements sportifs et les taux d'audience élevés enregistrés par les programmes TV ont permis de poursuivre la stabilisation de la situation financière de la SSR. En revanche, la guerre engagée par la Russie contre l'Ukraine a posé de grands défis, et comme toutes les autres grandes entreprises, la SSR subit la crise énergétique et les incertitudes sur les marchés financiers internationaux.

La SSR revient sur une année riche en événements et en défis. A peine sorti de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 que se déclenchait la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, avec son cortège de souffrances humaines incommensurables. La couverture rédactionnelle de la guerre par toutes les unités d'entreprise de la SSR est d'une très bonne qualité grâce à leur réseau international de correspondantes et correspondants et à leurs nombreux.euses correspondant.es spéciaux.ales. Les programmes de la SSR ont continué de jouir d'une confiance très élevée en 2022.

Les répercussions de cette crise internationale sur la SSR sont diverses et tombent en décalage. Tandis que l'augmentation drastique du prix des carburants a une influence plutôt faible sur les coûts, l'augmentation du prix de l'électricité ne se fera sentir qu'à partir de l'année de référence 2024, avec des coûts supplémentaires se chiffrant en millions.

En revanche, le plus grand impact immédiat sur la SSR a été les turbulences sur les marchés financiers. En effet, le taux de couverture de la Caisse de pension de la SSR a chuté temporairement de 20 % par rapport au début de l'année. Bien que la situation se soit de nouveau stabilisée, elle continue à être considérée comme un risque financier important pour la SSR et est donc surveillée en conséquence.

Une année sportive

La tendance à la baisse des recettes publicitaires et de sponsoring a pu être freinée au cours de l'année écoulée grâce à un taux de pénétration élevé et à une très bonne visibilité du programme. Autre effet positif: après 2021, deux grands événements sportifs ont également eu lieu en 2022, à savoir les Jeux olympiques d'hiver de Pékin et la Coupe du monde de football au Qatar. Comme aucun événement sportif majeur n'aura lieu en 2023, il faut s'attendre à nouveau à un recul un peu plus marqué des recettes commerciales.

Le fait que la SSR a pu de nouveau produire le signal mondial des courses de ski alpin lors des Jeux olympiques d'hiver de Pékin a augmenté les produits des prestations. Le recul des recettes des autres produits d'exploitation s'explique par le fait que les ventes immobilières ont généré nettement moins de recettes l'année dernière.

Des taux d'audience solides

Malgré le recul général de l'utilisation linéaire des programmes de radio et de télévision et la concurrence internationale massive, les parts de marché des chaînes et stations de la SSR sont restées globalement stables en 2022. A la télévision, par exemple, les chaînes de SRF ont atteint une part de marché de 33,4 % (33,5 % l'année précédente) et à la radio de 52,3 % (53,7 % l'année précédente). La part de marché 2022 de la RTS était de 29,7 % pour la télévision (29,6 % l'année précédente) et de 39,2 % pour la radio (41,1 % l'année précédente). La RSI, elle aussi, a conservé sa part de marché avec 29,5 % pour la télévision (30,5 % l'année précédente) et 58,3 % pour la radio (57,7 % l'année précédente). Les taux de pénétration des offres en ligne sont également restés stables et le service en ligne international SWI swissinfo.ch a doublé le nombre de visites annuelles pendant la pandémie, passant de 35 à 70 millions. En 2022, SWI a pu maintenir cette évolution positive à 63 millions.

Des coûts stables

Les coûts sont restés stables en 2022 par rapport à l'année précédente. En raison d'une correction de valeur de la réserve de cotisations employeur de 35 millions de francs, les coûts du personnel ont été plus élevés. Grâce à une renonciation conditionnelle à l'utilisation, le taux de couverture de la Caisse de pension a pu être augmenté de près d'un point de pourcentage, ce qui a contribué à éviter un assainissement imminent.

Dans l'ensemble, les charges d'exploitation sont pratiquement inchangées par rapport à l'année précédente et inférieures de 0,8 % à celles de l'année de référence 2019.

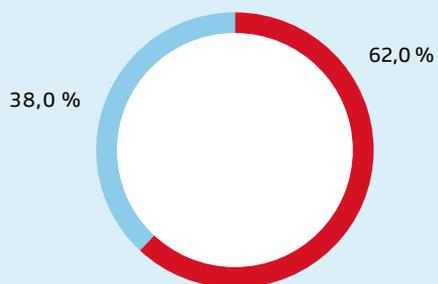
Afin d'assurer l'exploitation, ne serait-ce que minimale, en cas de pénurie aiguë d'électricité, voire de black-out, la SSR a amélioré son accès à des groupes électrogènes de secours. Les installations existantes ont été testées afin d'être prêtes en cas d'urgence et des groupes supplémentaires ont été achetés afin de garantir l'approvisionnement en électricité.

Projets immobiliers

Le nouveau Radio Hall a été inauguré à Zurich Leutschenbach au mois d'août. Radio SRF se situe donc désormais également au Campus Leutschenbach. Le Radio Hall était auparavant un entrepôt pour les véhicules de production et de transmission. En utilisant la structure existante, il a été possible de créer un nouveau centre de production avec un effort financier réduit. Grâce à cette transformation, l'immeuble de la Brunnenhofstrasse à Zurich a pu être vendu à la cédante du droit de superficie. Un bâtiment d'école secondaire avec des utilisations supplémentaires de la ville de Zurich est en train d'y voir le jour.

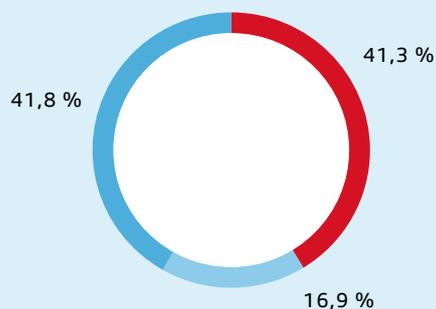
Le projet de construction à Lausanne et le projet de transformation à Comano avancent comme prévu. La raréfaction de certaines matières premières et le renchérissement mondial entraînent une légère hausse des coûts de construction, ce qui devrait se traduire par une légère augmentation des frais d'amortissement.

Fortune 2022



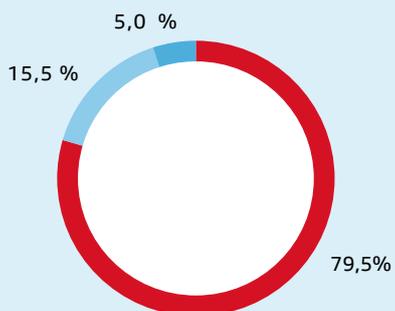
- Actifs immobilisés (2021: 64,0 %)
- Actifs circulants (2021: 36,0 %)

Structure des capitaux 2022



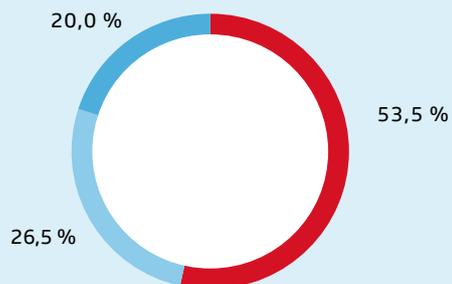
- Fonds propres (2021: 40,5 %)
- Capitaux étrangers à long terme (2021: 42,3 %)
- Capitaux étrangers à court terme (2021: 17,2 %)

Produits d'exploitation 2022



- Recettes issues de la redevance média (2021: 78,0 %)
- Recettes commerciales (2021: 15,1 %)
- Autres recettes (2021: 6,9 %)

Charges d'exploitation 2022



- Charges de personnel (2021: 51,7 %)
- Charges programme et production (2021: 28,7 %)
- Autres charges d'exploitation et amortiss. (2021: 19,6 %)

Compte de résultat et bilan en comparaison pluriannuelle

mio. CHF	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes issues de la redevance média	1 206,4	1 180,7	1 183,1	1 222,9	1 230,9
Recettes commerciales	288,0	266,7	214,6	237,2	240,7
Autres recettes	151,7	66,0	56,9	108,4	77,2
Produits d'exploitation	1 646,1	1 513,4	1 454,6	1 568,5	1 548,8
Charges de personnel	814,1	791,2	796,0	782,8	810,0
Charges programme et production	505,2	420,4	388,5	435,0	402,2
Charges administratives et publicitaires générales	117,3	116,6	79,3	91,4	104,8
Amortissements et corrections de valeur	83,4	82,8	79,5	73,9	69,0
Autres charges d'exploitation	112,6	116,0	117,7	131,9	128,9
Charges d'exploitation	1 632,6	1 527,0	1 461,0	1 515,0	1 514,9
Résultat d'exploitation	13,5	-13,6	-6,4	53,5	33,9
Résultat financier	13,2	-8,1	-6,4	-3,7	-6,8
Impôts	-17,9	-0,2	-0,1	-1,1	0,5
Part des sociétés associées au résultat	-3,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat d'entreprise	4,8	-21,9	-12,9	48,7	27,6
Résultat d'entreprise en % du produit d'exploitation	0,3	-1,4	-0,9	3,1	1,8

Les comptes annuels 2022 affichent un bénéfice d'entreprise de 27,6 millions de francs.

	2018	2019	2020	2021	2022
Actifs circulants	362,4	323,4	320,1	400,4	440,1
Actifs immobilisés	699,7	727,5	712,6	712,0	718,5
Actifs	1 062,1	1 050,9	1 032,7	1 112,4	1 158,6
Capitaux étrangers à court terme	197,6	211,9	194,1	191,3	484,1
Capitaux étrangers à long terme	427,4	423,8	436,3	470,1	195,9
Fonds propres	437,1	415,2	402,3	451,0	478,6
Passifs	1 062,1	1 050,9	1 032,7	1 112,4	1 158,6

Le total du bilan augmente de 46,2 millions pour s'établir à 1 158,6 millions de francs.

Comptes du groupe

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Recettes issues de la redevance média	G1	1 222 903	1 230 947	8 044
Recettes commerciales	G2	237 247	240 707	3 460
Autres recettes	G3	108 311	77 124	-31 187
Produit d'exploitation		1 568 461	1 548 778	-19 683
Charges de personnel	G4	782 809	810 034	27 225
Charges programme et production	G5	434 999	402 194	-32 805
Charges administratives et publicitaires générales	G6	91 435	104 769	13 334
Amortissements et corrections de valeur	G7	73 866	68 977	-4 889
Autres charges d'exploitation	G8	131 906	128 887	-3 019
Charges d'exploitation		1 515 015	1 514 861	-154
Résultat d'exploitation		53 446	33 917	-19 529
Résultat financier	G9	-3 661	-6 787	-3 126
Impôts	G10	-1 110	467	1 577
Part des sociétés associées au résultat	G17	19	25	6
Résultat du groupe		48 694	27 622	-21 072

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Liquidités	G11	183 012	200 228	17 216
Créances résultant de livraisons et de prestations	G12	54 781	61 955	7 174
Autres créances	G13	25 655	25 913	258
Stock de programmes et marchandises	G14	116 958	123 731	6 773
Comptes de régularisation actifs	G15	20 025	28 235	8 210
Actifs circulants		400 431	440 062	39 631
Immobilisations corporelles	G16	699 118	707 877	8 759
Sociétés associées	G17	861	876	15
Immobilisations financières	G18	7 251	6 673	-578
Immobilisations incorporelles	G19	4 782	3 082	-1 700
Actifs immobilisés		712 012	718 508	6 496
Actifs		1 112 443	1 158 570	46 127
Dettes financières à court terme	G24	-	250 000	250 000
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G20	51 802	83 058	31 256
Autres dettes	G21	30 625	45 115	14 490
Provisions à court terme	G22	51 349	49 882	-1 467
Comptes de régularisation passifs	G23	57 512	55 969	-1 543
Capitaux étrangers à court terme		191 288	484 024	292 736
Dettes financières à long terme	G24	350 000	100 000	-250 000
Provisions à long terme	G25	120 151	95 920	-24 231
Capitaux étrangers à long terme		470 151	195 920	-274 231
Capitaux étrangers		661 439	679 944	18 505
Capital social		480 000	480 000	-
Pertes cumulées		-77 690	-28 996	48 694
Résultat du groupe		48 694	27 622	-21 072
Capitaux propres		451 004	478 626	27 622
Passifs		1 112 443	1 158 570	46 127

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Tableau de flux de trésorerie

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Résultat du groupe		48 694	27 622	-21 072
Part des sociétés associées au résultat		-19	-25	-6
Amortissements	G7	73 199	68 977	-4 222
Corrections de valeur	G7	667	-	-667
Correction de valeur provisions de l'employeur	G4	-	35 000	35 000
Variation provisions sans incidence sur le fonds	G22/G25	31 217	-25 698	-56 915
Autres charges sans incidence sur le fonds		238	136	-102
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		114	8	-106
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-41 619	-4 194	37 425
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	G12	7 843	-7 174	-15 017
Variation stock de programmes et marchandises	G14	11 758	-6 773	-18 531
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	G13/G15	2 643	-8 064	-10 707
Variation engagements résultant de livraisons et de prestations	G20	-10 615	31 256	41 871
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	G21/G23	10 439	12 947	2 508
Flux de fonds liés à l'exploitation		134 559	124 018	-10 541
Achat d'immobilisations corporelles	G16	-98 217	-92 896	5 321
Vente d'immobilisations corporelles	G16	66 604	21 037	-45 567
Prêt accordé	G18	-200	-	200
Remboursement de prêt	G18	633	85	-548
Vente d'immobilisations financières	G18	-	499	499
Versement provisions de l'employeur	G18	-	-35 000	-35 000
Achat d'immobilisations incorporelles	G19	-1 155	-527	628
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-32 335	-106 802	-74 467
Free cashflow		102 224	17 216	-85 008
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-	-
Variation des fonds		102 224	17 216	-85 008
Liquidités au 1 ^{er} janvier	G11	80 788	183 012	102 224
Liquidités au 31 décembre	G11	183 012	200 228	17 216
Variation des fonds		102 224	17 216	-85 008

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capital social	Pertes cumulées	Total
Solde au 1^{er} janvier 2021	480 000	-77 690	402 310
Résultat du groupe	-	48 694	48 694
Solde au 31 décembre 2021	480 000	-28 996	451 004
Résultat du groupe	-	27 622	27 622
Solde au 31 décembre 2022	480 000	-1 374	478 626

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur le résultat.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées pour l'année 2022 sont fournies dans l'annexe aux comptes du groupe (G28).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation individuelle. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Si, ultérieurement, les raisons de cette détérioration de la valeur disparaissent (partiellement), on effectue une réévaluation par le compte de résultat.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 10 000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs pour des immobilisations corporelles. Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'utilisation sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et informatique de 5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 5 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans.

Les droits en ligne acquis sont activés comme des immobilisations incorporelles s'ils présentent une période d'utilisation de plus de 24 mois. Les droits avec des périodes d'utilisation plus courtes sont traités comme des stocks de programmes.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan. Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. Les impôts différés sont comptabilisés sur la base de l'application de valeurs déterminées selon la méthode de la juste valeur (true and fair) par comparaison avec les valeurs applicables en droit fiscal. Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les douze prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les douze mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme. Les positions sont actualisées lorsque le facteur temps joue un rôle essentiel. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire. En raison des taux toujours bas, ce taux s'élève actuellement à 0 %.

Produits

Les recettes issues de la redevance média sont plafonnées. La quote-part annuelle dévolue à la SSR est octroyée par l'OFCOM à raison de 12 tranches mensuelles égales et passée au compte de résultat. Une éventuelle compensation du renchérissement est versée une fois par an, en se basant sur le renchérissement de l'exercice précédent. La publicité est commercialisée par Admeira SA. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat, la commission de vente ainsi que les taxes et redevances sont directement déduits du produit publicitaire brut. Depuis avril 2020, la SSR commercialise elle-même le sponsoring. Tout comme les recettes publicitaires, les recettes de sponsoring sont comptabilisées dans le résultat de la période correspondant à leur diffusion.

Engagements conditionnels et créances conditionnelles

Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale. Il n'y a pas actuellement d'engagement conditionnel significatif.

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et dans lesquelles elle exerce un contrôle grâce aux droits de vote attachés à sa participation. Il regroupe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2021	2022
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich (liquidation en 2022) Capital actions CHF 10,0 mio. Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV	100 %	0 %
SWISS TXT SA, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès	100 %	100 %
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio. Participations dans le domaine de la radiofusion	100 %	100 %

Swiss Radioplayer GmbH (participation à 25 %) et Radio Events GmbH (participation à 50 %), au capital initial de 20 000 francs chacune, ne sont pas consolidées en vertu du principe d'importance relative; elles figurent parmi les autres participations. La liste complète des sociétés associées et des autres participations figure dans l'annexe aux comptes du groupe (G35).

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées. La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation.

Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est compensée directement au titre de goodwill avec les capitaux propres au moment de l'acquisition. Lors de la vente de sociétés, le goodwill imputé sur les capitaux propres est recyclé. Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats. Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des sociétés étrangères associées sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22 % en moyenne.

Annexe avec explications

G1 Recettes issues de la redevance média

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Recettes issues de la redevance média	1 222 903	1 230 947	8 044
Total	1 222 903	1 230 947	8 044

Durant l'année sous revue, les **recettes issues de la redevance média** ont progressé de 8,0 millions de francs (2021: +39,8 millions). Cette hausse s'explique par la compensation du renchérissement sur la redevance média sur la base du renchérissement de l'année précédente.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Publicité	164 133	163 829	-304
Sponsoring	37 360	36 629	-731
Programme	35 754	40 249	4 495
Total	237 247	240 707	3 460

En 2022, les **recettes publicitaires** reculent de 0,3 million de francs (2021: +15,9 millions). La fragmentation continue de l'utilisation TV et l'augmentation du visionnage en replay avec des décrochages publicitaires entraîne une baisse supplémentaire de la pénétration des blocs publicitaires déterminante pour les recettes y relatives. Mais grâce à la popularité de la publicité TV auprès des annonceurs et à la pénurie d'offres dans ce domaine sur le marché, la demande reste élevée et elle a contenu le recul des recettes malgré des pénétrations moindres en 2022. Les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football ont également contribué à l'atténuation de l'offre publicitaire de la SSR.

Les **recettes de sponsoring** reculent de 0,7 million de francs par rapport à l'exercice précédent (2021: +3,0 millions). Tout comme la publicité TV, le sponsoring a lui aussi profité de ces deux événements sportifs majeurs et ainsi pu limiter le recul de ses recettes. La progression des **recettes de programme** de 4,5 millions de francs (2021: +3,7 millions) est imputable à la croissance des affaires en compensation (+4,5 millions). Le recul des recettes Call Media (-0,7 million) a pu être compensé par la croissance des autres recettes de programme (+0,7 million). S'établissant à 21,0 millions de francs, les droits de rediffusion et les recettes de licence représentent, comme durant l'exercice précédent, la majeure partie des recettes de programme, suivis par les affaires en compensation à hauteur de 10,7 millions de francs.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Contributions	23 044	22 545	-499
Prestations de services	29 265	34 492	5 227
Autres produits d'exploitation	56 002	20 087	-35 915
Total	108 311	77 124	-31 187

Par rapport à l'exercice précédent, le **produit des prestations de services** progresse de 5,2 millions de francs (2021: +13,3 millions), une progression qui s'explique essentiellement par le mandat de production pour les compétitions de ski alpin aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin. Les **autres produits d'exploitation** reculent quant à eux de 35,9 millions de francs (2021: +38,2 millions). L'an dernier, cette position contenait le bénéfice comptable de 41,5 millions de francs réalisé sur la vente de deux immeubles. Durant l'exercice en cours, il en résulte un bénéfice comptable de 3,7 millions de francs du fait d'indemnités de retour. Le revenu locatif augmente de 2,0 millions de francs du fait de surfaces louées supplémentaires.

G4 Charges de personnel

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Salaires	608 903	611 486	2 583
Indemnités	22 049	20 373	-1 676
Prestations sociales	132 474	131 164	-1 310
Autres charges de personnel	19 383	47 011	27 628
Total	782 809	810 034	27 225

Par rapport à l'exercice précédent, les **salaires** progressent de 2,6 millions de francs (2021: +6,4 millions) en raison de l'augmentation des avoirs en temps et des mesures salariales. Les **allocations** reculent de 1,7 million de francs (2021: +0,3 million) du fait d'un moindre besoin en provisions pour primes de fidélité. Les **prestations sociales** reculent de 1,3 million de francs (2021: +2,3 millions), un recul qui s'explique par des cotisations CPS inférieures imputables à des départs anticipés à la retraite en 2021. Les **autres charges de personnel** progressent de 27,6 millions de francs (2021: -22,1 millions). Cette progression s'explique essentiellement par la correction de valeur de la réserve de cotisations employeur versée de 35 millions de francs (voir G18). Les charges relatives au personnel temporaire progressent de 2,3 millions de francs et les coûts de formation et de recrutement de 1,1 million. A l'inverse, on observe une réduction des coûts de restructuration (voir G22 et G25).

G5 Charges programme et production

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Indemnisations artistes et auteur.es	20 158	20 021	-137
Droits d'auteur.e	108 712	110 889	2 177
Productions de tiers et commandes	202 748	217 260	14 512
Charges de liaisons et de lignes	92 468	49 061	-43 407
Charges diverses programme et production	8 712	15 966	7 254
Variation des stocks de programmes	2 201	-11 003	-13 204
Total	434 999	402 194	-32 805

Les **droits d'auteur.e** augmentent de 2,2 millions de francs (2021: +20,3 millions). Ce léger écart par rapport à l'exercice précédent découle du fait que 2021 – comme le sera 2022 – était une année sportive particulièrement riche avec les Jeux olympiques et d'importantes compétitions de football, les événements sportifs majeurs de 2020 ayant été reportés à 2021. Les **productions de tiers et commandes** ont également progressé de 14,4 millions de francs (2021: -0,2 million). Alors que les achats de productions de tiers et commandes ont reculé de 4,5 millions de francs, les coûts des coproductions et du Pacte ont augmenté de 15,9 millions. La forte diminution des **charges de liaisons et de lignes** de 43,4 millions de francs (2021: +33,9 millions) s'explique principalement par la constitution d'une provision pour la poursuite de la diffusion FM l'année précédente.

G6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Charges administratives	31 712	31 424	-288
Publicité	22 798	31 010	8 212
Communication, logistique et frais	36 925	42 335	5 410
Total	91 435	104 769	13 334

Les **charges publicitaires** augmentent de 8,2 millions francs (2021: +5,8 millions). 5,4 millions de francs sont imputables à de la publicité avec contrepartie. L'augmentation de 5,4 millions de francs (2021: +6,4 millions) des charges de **communication, logistique et frais** découle du plus grand nombre de déplacements effectués, notamment du fait du mandat de production de la SSR pour les courses de ski des Jeux olympiques d'hiver à Pékin. Outre les événements majeurs, de petites manifestations nationales ont aussi à nouveau lieu, ce qui a également contribué à une augmentation des coûts par rapport à l'exercice précédent.

G7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	70 325	66 576	-3 749
Dépréciations immobilisations corporelles	242	-	-242
Immobilisations corporelles	70 567	66 576	-3 991
Dépréciations immobilisations financières	425	-	-425
Immobilisations financières	425	-	-425
Amortissements prévus valeurs incorporelles	2 874	2 401	-473
Valeurs incorporelles	2 874	2 401	-473
Total	73 866	68 977	-4 889

Les **amortissements prévus** reculent de 4,2 millions de francs (2021: -5,9 millions) et les **dépréciations** de 0,7 million de francs (2021: +0,3 million). Près de 3,1 millions de francs du recul des amortissements sur immobilisations corporelles sont imputables aux moyens de production. Le reste (0,6 million) se répartit à parts égales entre l'immobilier et les autres immobilisation corporelles.

G8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Entretien et remplacement	68 181	69 459	1 278
Autres charges	63 725	59 428	-4 297
Total	131 906	128 887	-3 019

Les charges de **d'entretien et remplacement** progressent de 1,3 million de francs (2021: +0,8 million) du fait de coûts plus élevés pour des prestations externes de Public Cloud et de maintenance. Les coûts de l'électricité n'ont pas encore eu d'impact sur l'exercice écoulé, alors que le prix plus élevé des carburants a entraîné une augmentation des coûts de 0,2 million de francs.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Produits financiers	2 547	2 421	-126
Charges financières	-6 208	-9 208	-3 000
Total	-3 661	-6 787	-3 126

Durant l'année sous revue, le **résultat financier** recule de 3,1 millions de francs (2021: +2,7 millions). Les **produits financiers** comprennent les revenus d'intérêt sur prêt et dépôts à terme (0,1 million), les recettes issues de la vente de participations (0,4 million) et les gains de change sur monnaies étrangères (1,9 million). Les **charges financières** comprennent les charges d'intérêt pour les prêts à court et long termes (4,6 millions), les intérêts négatifs prélevés sur les dépôts bancaires (0,4 million), les pertes de change sur monnaies étrangères (4,1 millions) et les frais bancaires (0,1 million).

G10 Impôts

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Impôts courants	-1 110	467	1 577
Total	-1 110	467	1 577

C'est essentiellement la dissolution partielle d'une provision pour impôts sur les gains immobiliers constituée au cours de l'exercice précédent qui explique le recul des **impôts**.

G11 Liquidités

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	182 912	50 169	-132 743
Fonds assimilés à des liquidités	100	150 059	149 959
Total	183 012	200 228	17 216

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau de flux de trésorerie. Les avoirs à vue n'étant pas encore rémunérés par les organismes financiers, une grande partie des **liquidités** (150 millions) est placée dans des dépôts à court terme.

G12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	55 299	62 452	7 153
Parties liées	2	47	45
Corrections de valeur	-520	-544	-24
Total	54 781	61 955	7 174

Durant l'année sous revue, les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une hausse de 7,2 millions de francs (2021: -7,8 millions). Cette augmentation résulte principalement des **tiers** (7,2 millions), les paiements ne devant plus être réglés avant échéance suite à la suppression des intérêts négatifs.

G13 Autres créances à court terme

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	25 655	25 913	258
Total	25 655	25 913	258

Les **autres créances à court terme** progressent de 0,3 million de francs (2021: -1,9 million). Elles se composent essentiellement de deux retenues d'impôt, l'une de 17,8 millions de francs et l'autre de 6,4 millions de francs, découlant toutes deux d'une vente immobilière respectivement en 2018 et en 2021.

G14 Stocks de programmes et de marchandises

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Paiements anticipés de programmes	21 739	17 367	-4 372
Productions maison	57 691	66 170	8 479
Productions de tiers	37 307	39 780	2 473
Corrections de valeurs	-434	-428	6
Stocks de programmes	94 564	105 522	10 958
Stocks de marchandises	655	842	187
Total	116 958	123 731	6 773

Les **versements anticipés** reculent de 4,4 millions de francs (2021: -9,4 millions), essentiellement s'agissant des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. Ils sont en hausse de 11,0 millions de francs (2021: -2,2 millions). La majeure partie de cette hausse (8,5 millions) concerne les productions maison. Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	20 019	28 235	8 216
Parties liées	6	-	-6
Total	20 025	28 235	8 210

Les **comptes de régularisation actifs Tiers** progressent de 8,2 millions de francs (2021: -0,4 million), essentiellement du fait de régularisations dans le domaine des logiciels et de la maintenance.

G16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2021	491 903	136 867	60 755	7 633	697 158
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2021	1 095 898	625 913	60 755	31 288	1 813 854
Entrées	5 820	21 528	69 925	1 034	98 307
Sorties	-42 816	-9 314	-22	-561	-52 713
Reclassifications	1 439	17 916	-19 903	117	-431
Solde au 31.12.2021	1 060 341	656 043	110 755	31 878	1 859 017
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2021	-603 995	-489 046	-	-23 655	-1 116 696
Amortissements prévus	-24 262	-43 481	-	-2 582	-70 325
Dépréciations	-	-242	-	-	-242
Sorties	17 838	8 990	-	536	27 364
Solde au 31.12.2021	-610 419	-523 779	-	-25 701	-1 159 899
Valeurs comptables nettes 31.12.2021	449 922	132 264	110 755	6 177	699 118
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2022	1 060 341	656 043	110 755	31 878	1 859 017
Entrées	9 534	21 739	60 469	1 199	92 941
Sorties	-61 825	-267 419	-79	-6 339	-335 662
Reclassifications	17 895	14 040	-33 241	1 133	-173
Solde au 31.12.2022	1 025 945	424 403	137 904	27 872	1 616 123
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2022	-610 419	-523 779	-	-25 701	-1 159 899
Amortissements prévus	-23 961	-40 358	-	-2 257	-66 576
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	44 652	267 257	-	6 319	318 229
Solde au 31.12.2022	-589 728	-296 880	-	-21 639	-908 246
Valeurs comptables nettes 31.12.2022	436 218	127 524	137 904	6 232	707 877

Comme durant l'exercice précédent, la part de **terrains non bâtis** s'élève à 1,7 million de francs. Le solde de reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G19). Le recul des **terrains et constructions** concerne le retour à la cédante du droit de superficie d'un objet devenu inutile. Le recul des **moyens de production** et des **autres immobilisations** corporelles est à mettre sur le compte de la déconsolidation de la filiale TPC liquidée.

G17 Sociétés associées

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Sociétés associées	861	876	15
Total	861	876	15

Les détails relatifs aux **sociétés associées** sont présentés dans la liste des participations (G35).

G18 Immobilisations financières

CHF 1000	Créances à long terme	Autres participations	Prêts	Titres	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2021	1 544	481	5 528	2	1 000	8 555
Valeurs d'acquisition						
Solde au 1.1.2021	1 544	983	5 528	2	1 000	9 057
Entrées	-	-	200	-	-	200
Sorties	-436	-	-643	-	-	-1 079
Solde au 31.12.2021	1 108	983	5 085	2	1 000	8 178
Corrections de valeur cumulées						
Solde au 1.1.2021	-	-502	-	-	-	-502
Entrées	-425	-	-	-	-	-425
Sorties	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2021	-425	-502	-	-	-	-927
Valeurs comptables nettes 31.12.2021	683	481	5 085	2	1 000	7 251
Valeurs d'acquisition						
Solde au 1.1.2022	1 108	983	5 085	2	1 000	8 178
Entrées	-	-	-	-	35 010	35 010
Sorties	-405	-587	-85	-	-	-1 077
Solde au 31.12.2022	703	396	5 000	2	36 010	42 111
Corrections de valeur cumulées						
Solde au 1.1.2022	-425	-502	-	-	-	-927
Entrées	-	-	-	-	-35 000	-35 000
Sorties	-	489	-	-	-	489
Solde au 31.12.2022	-425	-13	-	-	-35 000	-35 438
Valeurs comptables nettes 31.12.2022	278	383	5 000	2	1 010	6 673

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Titres	2	2	-
Créances à long terme	683	278	-405
Prêts aux tiers	85	-	-85
Prêts aux parties liées	5 000	5 000	-
Prêts	5 085	5 000	-85
Participations	481	383	-98
Réserve de cotisations employeur	1 000	1 010	10
Total	7 251	6 673	-578

Les **immobilisations financières** reculent essentiellement du fait du reclassement de créances à court et long termes (0,4 million), d'une vente de participation (0,1 million) et du remboursement d'un prêt (0,1 million).

G19 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2021	6 071	6 071
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2021	45 807	45 807
Entrées	1 155	1 155
Sorties	-5 516	-5 516
Reclassifications	431	431
Solde au 31.12.2021	41 877	41 877
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2021	-39 736	-39 736
Amortissements prévus	-2 875	-2 875
Dépréciations	-	-
Sorties	5 516	5 516
Solde au 31.12.2021	-37 095	-37 095
Valeurs comptables nettes au 31.12.2021	4 782	4 782
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2022	41 877	41 877
Entrées	527	527
Sorties	-2 336	-2 336
Reclassifications	173	173
Solde au 31.12.2022	40 241	40 241
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2022	-37 095	-37 095
Amortissements prévus	-2 401	-2 401
Dépréciations	-	-
Sorties	2 337	2 337
Solde au 31.12.2022	-37 159	-37 159
Valeurs comptables nettes au 31.12.2022	3 082	3 082

La reclassification provient des immobilisations corporelles (voir G16). Les sorties concernent des mises hors service d'installations immatérielles intégralement amorties.

G20 Engagements résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	49 785	81 013	31 228
Parties liées	2 017	2 045	28
Total	51 802	83 058	31 256

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont progressé de 31,3 millions de francs (2021: -10,6 millions) du fait que les délais de paiement – contrairement à l'année précédente – sont à nouveau pleinement exploités. Ce changement de paradigme est une conséquence directe de la suppression des intérêts négatifs.

G21 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	30 625	34 339	3 714
Parties liées	-	10 776	10 776
Total	30 625	45 115	14 490

Les **autres dettes à court terme** enregistrent une hausse de 14,5 millions de francs (2021: +6,6 millions) expliquée par la pleine utilisation des délais de paiement.

G22 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2021	12 766	18 038	5 343	17 811	53 958
Constitution	12 369	3 526	5 989	940	22 824
Utilisation	-10 970	-8 580	-3 326	-	-22 876
Dissolution	-822	-9 302	-513	-	-10 637
Reclassification court/long terme	2 200	5 162	718	-	8 080
Valeur comptable au 31.12.2021	15 543	8 844	8 211	18 751	51 349
Constitution	1 684	4 541	2 994	-	9 219
Utilisation	-15 343	-5 342	-6 531	-	-27 216
Dissolution	-200	-3 424	-240	-600	-4 464
Reclassification court/long terme	2 000	856	18 138	-	20 994
Valeur comptable au 31.12.2022	3 684	5 475	22 572	18 151	49 882

Les provisions à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 3,7 millions de francs (2021: 15,5 millions). 2,0 millions de francs (2021: 2,2 millions) pour les primes de fidélité, 1,4 million de francs (2021: 2,0 millions) pour les absences prolongées pour cause de maladie et 0,3 million de francs (2021: 1,4 million) pour les paiements de compensation envers des collaborateurs. Les **provisions pour restructuration** se montent à 5,5 millions de francs (2021: 8,8 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 22,6 millions de francs (2021: 8,2 millions), dont 18,3 millions (2021: 4,9 millions) provisionnés pour des projets de distribution. Les 4,3 millions de francs restants (2021: 3,3 millions) se répartissent sur d'autres postes de moindre importance. La **provision pour impôts** s'élève à 18,2 millions de francs (2021: 18,8 millions) pour l'impôt sur les plus-values immobilières découlant de deux ventes.

G23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	57 472	54 116	-3 356
Parties liées	40	1 853	1 813
Total	57 512	55 969	-1 543

Les **comptes de régularisation passifs** reculent de 1,5 million de francs (2021: +3,8 millions). S'agissant des **tiers**, le recul s'explique essentiellement par la suppression des délimitations de factures d'investissement de l'exercice précédent. S'agissant des **parties liées**, la progression est imputable à des délimitations vis-à-vis de la Caisse de pension.

G24 Dettes financières

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Dettes financières à court terme	-	250 000	250 000
Dettes financières à long terme	350 000	100 000	-250 000
Total	350 000	350 000	-

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'à fin septembre 2023 (250 millions de francs; taux d'intérêt à 1,56 %) et fin octobre 2025 (100 millions de francs; taux d'intérêt à 0,70 %). Les 250 millions de francs devant être remboursés en 2023 sont reclassés dans les engagements financiers à court terme.

G25 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable au 1.1.2021	35 601	29 192	21 315	217	86 325
Constitution	5 146	7 952	36 064	-	49 162
Utilisation	-4 058	-1 634	-68	-	-5 760
Dissolution	-	-1 016	-480	-	-1 496
Reclassification court/long terme	-2 200	-5 162	-718	-	-8 080
Valeur comptable au 31.12.2021	34 489	29 332	56 113	217	120 151
Constitution	1 626	636	7 904	-	10 166
Utilisation	-1 536	-5 470	-237	-	-7 243
Dissolution	-123	-5 642	-395	-	-6 160
Reclassification court/long terme	-2 000	-856	-18 138	-	-20 994
Valeur comptable au 31.12.2022	32 456	18 000	45 247	217	95 920

Les **provisions à long terme personnel et prévoyance** couvrent les avoirs en temps à long terme et les primes de fidélité des collaborateurs.trices de plus de 32,5 millions de francs (2021: 34,5 millions). Les taux actuariels utilisés pour l'escompte des primes de fidélité correspondent aux taux d'intérêt des obligations de caisse de la Confédération. Durant l'exercice sous revue, les primes de fidélité reculent de 1,3 million de francs. Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour plus de 18,0 millions de francs (2021: 29,3 millions). Les **autres provisions** sont constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 0,3 million (2021: 0,7 million), pour les frais de remise en état d'immobilier loué de plus de 1,7 million (2021: 2,1 millions), pour des projets de distribution (abandon de la FM, démantèlement d'infrastructures et optimisation du DAB+) de plus de 29,8 millions de francs (2021: 47,9 millions) et pour des contrats déficitaires de plus de 7,4 millions de francs. Sur les 6,0 millions de francs restants (2021: 5,4 millions), 4,9 millions sont provisionnés pour la démolition partielle du site de Comano et la démolition de la passerelle de Leutschenbach. 1,1 million de francs concerne diverses provisions de moindre importance.

Autres indications

G 26 Engagements conditionnels et engagements non-inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 32,5 millions de francs (2021: 65,0 millions) pour 2023. La Business Unit Sport a conclu des contrats à long terme (droits de licence et engagements de production) pour des manifestations sportives à venir pour un montant total de 130,9 millions de francs (2021: 152,0 millions). Les autres engagements non-inscrits au bilan pour des contrats de programme sont estimés à 19,2 millions de francs (2021: 14,1 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 144,1 millions de francs (2021: 144,4 millions). 14,0 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 45,6 millions dans deux à cinq ans et 84,5 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 70,1 millions de francs (2021: 56,7 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à plus de 4,9 millions de francs (2021: 5,0 millions) et les autres engagements conditionnels à 0,5 million de francs (2021: 6,6 millions). Les litiges juridiques non-inscrits au bilan s'élèvent à 15,5 millions de francs (2021: 15,2 millions).

G 27 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2021			
Achat Euro	51 866	-	2 219
Achat US-Dollar	10 980	3	45
Total achat	62 846	3	2 264
Total des opérations de change à option au 31.12.2021	62 846	3	2 264
Opérations de change à option ouvertes 2022			
Achat Euro	47 144	471	311
Achat US-Dollar	11 105	33	54
Total achat	58 249	504	365
Total des opérations de change à option au 31.12.2022	58 249	504	365

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

G 28 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès de l'institution de prévoyance juridiquement autonome Caisse de pension SSR (CPS). Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employé.es et de l'employeur. L'assurance des collaborateur.trices de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2022, le cercle des personnes assurées comprenait 6545 actif.ves (2021: 6385) et 2974 bénéficiaires de prestations (2021: 2819).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (avantage, engagement) en référence à l'institution de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2022	Renoncia- tion à l'utilisa- tion 2022	Constitu- tion 2022	Bilan 31.12.22	Bilan 31.12.21	Résultat réserves dans charges de personnel	
						2022	2021
Institutions de prévoyance	36 010	-35 000	35 000	1 010	1 000	35 000	-
Total	36 010	-35 000	35 000	1 010	1 000	35 000	-

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.2022	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
		31.12.22	31.12.21			2022	2021
Plan de prévoyance sans excédent / déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	81 154
Plan de prévoyance avec excédent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-136 131	-	-	-	74 384	74 384	-
Total avantage/engagement économique et charges de prévoyance	-136 131	-	-	-	74 384	74 384	81 154

L'augmentation de la réserve de cotisations employeur de 9500 francs est imputable à la rémunération des avoires.

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice provisoires au 31 décembre 2022. Le taux de couverture de la CPS s'élève à 96,0 % au 31 décembre 2022 (année précédente : 112,3 %). Le taux de couverture affiché est calculé sur la base du taux d'intérêt de 1,5 % en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

G 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Il existe des engagements à court terme envers la Caisse de pension pour un montant de 10,8 millions de francs au 31 décembre 2022. La dette sera réglée au 6 janvier 2023.

G 30 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2021: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

G 31 Evaluation des risques

La gestion des risques fait partie intégrante de toutes les décisions essentielles de la SSR en matière d'activité commerciale et de direction. Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Celle-ci a été révisée en 2022 et adoptée par le CA le 16 décembre 2022. Conformément à cette politique, les principaux échelons de direction de l'entreprise doivent évaluer au moins une fois par an les risques susceptibles d'affecter leur domaine de compétence. Le reporting périodique au CA est axé sur les risques majeurs.

Comme en 2021, les risques stratégiques majeurs sont principalement liés à transformation numérique. Le secteur des médias tout entier est en pleine mutation et est également sous pression en raison du changement des habitudes des utilisateurs, de l'augmentation de la concurrence étrangère et de la baisse des recettes publicitaires. Afin de satisfaire les besoins du public et son mandat dévolu au sens de la Concession, la SSR doit proposer des offres tant linéaires que numériques. Les attentes vis-à-vis de l'offre SSR ont tendance à se renforcer, alors que les moyens financiers reculent. Dans ce contexte compliqué, la SSR et ses collaboratrices doivent chaque jour satisfaire différentes parties prenantes tout en se préparant dans le même temps à l'avenir, ceci dans un contexte stratégique, opérationnel, financier et personnel impliquant des défis et des risques d'envergure. L'initiative SSR «200 francs, ça suffit!» a également été traitée en profondeur; elle devrait être déposée en 2023.

G 32 Transactions avec des parties liées

Durant l'année sous revue, les produits réalisés avec des parties liées s'élèvent à 0,4 million de francs (2021: 0,4 million) et les charges à 8,8 millions de francs (2021: 13,6 millions): 8,2 millions de francs (2021: 8,3 millions) pour des contributions d'exploitation et 0,6 million de francs (2021: 5,3 millions) pour des fondations d'archives cinématographiques.

Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,4 million de francs (2021: 1,2 million) n'ont pas été facturés, car ils auraient été refacturés à la SSR.

Les soldes des créances et des engagements avec des parties liées sont comptabilisés séparément dans les présents comptes annuels.

Il existe une créance de prêt à hauteur de 5,0 millions de francs (2021: 5,0 millions) en faveur de la Radio- und Fernsehgesellschaft Basel (RFB).

G 33 Événements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes du groupe par le Conseil d'administration le 5 avril 2023, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

G 34 Personnel

	2021	2022	Evolution
Postes à temps plein au 31.12			
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)	2 275	2 317	42
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 487	1 521	35
Radiotelevisione svizzera (RSI)	983	990	7
Radiotelevisiun Svizra Rumantscha (RTR)	127	126	-1
swissinfo.ch (SWI)	84	86	2
Unités d'organisation nationales et Swiss TXT SA	537	552	15
Total	5 493	5 592	99
Postes à temps plein (en moyenne annuelle)			
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)	2 265	2 277	12
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 500	1 506	6
Radiotelevisione svizzera (RSI)	985	983	-2
Radiotelevisiun Svizra Rumantscha (RTR)	127	125	-2
swissinfo.ch (SWI)	83	83	-
Unités d'organisation nationales et Swiss TXT SA	535	544	9
Total	5 495	5 518	23

G 35 Liste des participations au 31 décembre 2022

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale, en milliers	Participation SSR en %	Méthode de consolidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50,1 % et 100 %)				
SWISS TXT SA, Bienne				
Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès	CHF	1 000	100,0	intégrale
Telvetia SA, Berne				
Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	100,0	intégrale
Sociétés associées (participation entre 20 % et 50,0 %)				
Viasuisse AG, Bienne				
Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	36,1	équivalence
SMD Schweizer Mediendatenbank AG, Zurich				
Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	108	33,3	équivalence
Autres participations (participation inférieure à 20 % ou de moindre importance)				
Keystone-SDA-ATS AG, Berne	CHF	2 857	7,0	v.a.
SwissMediaCast AG, Zurich	CHF	1 330	7,7	v.a.
SwissMediaForum AG, Baden	CHF	200	10,0	v.a.
Institut für Rundfunktechnik GmbH, Munich (en liquidation)	EUR	140	5,7	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11,1	v.a.
Swiss Radioplayer GmbH, Berne	CHF	20	25,0	v.a.
Radio Events GmbH, Berne	CHF	20	50,0	v.a.

La déconsolidation de la filiale TPC n'a que peu d'impact sur les comptes du groupe (2021: Capital de base 10 millions de francs; Participation SSR 100%), à l'exception du tableau des immobilisations (voir G16), car l'activité opérationnelle a été totalement intégrée à la maison mère en 2020.

Les deux participations Romandie Médias SA (2021: capital de base 0,1 million de francs; participation SSR 9,8%) et Euronews SA (2021: capital de base 32,7 millions d'euros; participation SSR 1,1%) ont été vendues au cours de l'exercice sous revue.

* Méthode de consolidation: (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Conformément à la séance du Conseil d'administration du 5 avril 2023, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes annuels 2022 du groupe et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégué.es de la SSR du 28 avril 2023 d'approuver les comptes annuels 2022 du groupe.

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand



Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la la Société suisse de radiodiffusion et télévision et de ses filiales (le groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2022, le compte de résultat consolidé, le tableau des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 209 - 229) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2022 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés» de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés, des comptes annuels, le rapport de rémunération et de nos rapports correspondants.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux Comptes Consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation du groupe ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Berne, le 5 avril 2023

BDO SA

Beat Rüfenacht
Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

Thomas Bigler
Expert-réviseur agréé

Comptes de la maison mère

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Recettes issues de la redevance média	M1	1 222 903	1 230 947	8 044
Recettes commerciales	M2	237 322	240 732	3 410
Autres recettes	M3	106 973	74 773	-32 200
Produit d'exploitation		1 567 198	1 546 452	-20 746
Charges de personnel	M4	753 413	780 508	27 095
Charges programme et production	M5	442 207	406 426	-35 781
Charges administratives et publicitaires générales	M6	85 091	98 977	13 886
Amortissements et corrections de valeur	M7	65 810	62 379	-3 431
Autres charges d'exploitation	M8	167 684	165 321	-2 363
Charges d'exploitation		1 514 205	1 513 611	-594
Résultat d'exploitation		52 993	32 841	-20 152
Résultat financier	M9	-3 432	-6 544	-3 112
Impôts	M10	-940	600	1 540
Résultat annuel		48 621	26 897	-21 724

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Bilan

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Liquidités	M11	160 243	190 310	30 067
Créances résultant de livraisons et de prestations	M12	54 546	61 452	6 906
Autres créances	M13	24 921	24 654	-267
Stock de programmes et marchandises	M14	116 958	123 731	6 773
Comptes de régularisation actifs	M15	13 418	20 070	6 652
Actifs circulants		370 086	420 217	50 131
Immobilisations corporelles	M16	677 718	687 333	9 615
Immobilisations financières	M17	48 108	32 218	-15 890
Immobilisations incorporelles	M18	4 701	3 064	-1 637
Actifs immobilisés		730 527	722 615	-7 912
Actifs		1 100 613	1 142 832	42 219
Dettes financières à court terme	M23	-	250 000	250 000
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M19	53 724	81 623	27 899
Autres dettes	M20	29 533	43 998	14 465
Provisions à court terme	M21	51 004	49 882	-1 122
Comptes de régularisation passifs	M22	54 410	52 742	-1 668
Capitaux étrangers à court terme		188 671	478 245	289 574
Dettes financières à long terme	M23	350 000	100 000	-250 000
Provisions à long terme	M24	119 239	94 988	-24 251
Capitaux étrangers à long terme		469 239	194 988	-274 251
Capitaux étrangers		657 910	673 233	15 323
Capital social		480 000	480 000	-
Pertes cumulées		-85 918	-37 298	48 620
Résultat annuel		48 621	26 897	-21 724
Capitaux propres		442 703	469 599	26 896
Passifs		1 100 613	1 142 832	42 219

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Tableau de flux de trésorerie

CHF 1000	Annexe	2021	2022	Evolution
Résultat annuel		48 621	26 897	-21 724
Amortissements	M7	65 581	62 079	-3 502
Corrections de valeur	M7	229	300	71
Correction de valeur provisions de l'employeur	M4	-	35 000	35 000
Variation provisions sans incidence sur le fonds	M21/M24	31 153	-25 373	-56 526
Autres charges sans incidence sur le fonds		139	121	-18
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		114	14	-100
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-41 619	-4 194	37 425
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	M12	16 323	-6 906	-23 229
Variation stock de programmes et marchandises	M14	11 758	-6 773	-18 531
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	M13/M15	-137	-6 385	-6 248
Variation engagements résultant de livraisons et de prestations	M19	-15 353	27 899	43 252
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	M20/M22	-3 738	12 797	16 535
Flux de fonds liés à l'exploitation		113 071	115 476	2 405
Achat d'immobilisations corporelles	M16	-95 072	-87 357	7 715
Vente d'immobilisations corporelles	M16	67 718	21 478	-46 240
Prêt accordé	M17	-7 200	-	7 200
Remboursement de prêt	M17	9 177	85	-9 092
Vente d'immobilisations financières yc dividende de liquidation TPC	M17	-	15 912	15 912
Versement provisions de l'employeur	M17	-	-35 000	-35 000
Achat d'immobilisations incorporelles	M18	-1 155	-527	628
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-26 532	-85 409	-58 877
Free cashflow		86 539	30 067	-56 472
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-	-
Variation des fonds		86 539	30 067	-56 472
Liquidités au 1 ^{er} janvier	M11	73 704	160 243	86 539
Liquidités au 31 décembre	M11	160 243	190 310	30 067
Variation des fonds		86 539	30 067	-56 472

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capital social	Rés. prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Total
Solde au 1.1.2021	480 000	-85 918	394 082
Résultat annuel	-	48 621	48 621
Solde au 31.12.2021	480 000	-37 297	442 703
Résultat annuel	-	26 897	26 897
Solde au 31.12.2022	480 000	-10 401	469 599

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (bouclément individuel) de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC et au Code des obligations (CO). Les valeurs disponibles valent aussi bien pour la clôture conformément aux Swiss GAAP RPC que selon le droit commercial (comptes annuels sous forme duale). Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur le résultat.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2022:

Sociétés du groupe	2021	2022
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich (liquidation en 2022)		
Capital actions CHF 10,0 mio.	100 %	0 %
Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV		
SWISS TXT SA, Bienne		
Capital actions CHF 1,0 mio.	100 %	100 %
Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès		
Telvetia SA, Berne		
Capital actions CHF 1,0 mio.	100 %	100 %
Participations dans le domaine de la radiodiffusion		

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe aux comptes de la maison mère pour l'année 2022 (M27).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation individuelle. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Si, ultérieurement, les raisons de cette détérioration de la valeur disparaissent (partiellement), on effectue une réévaluation par le compte de résultat.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 10 000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs. Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'utilisation sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et Informatique de 5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 5 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans.

Les droits en ligne acquis sont activés comme des immobilisations incorporelles s'ils présentent une période d'utilisation de plus de 24 mois. Les périodes plus courtes seront traitées comme des stocks de programme.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes du groupe.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire. En raison des taux toujours bas, ce taux s'élève actuellement à 0 %.

Produits

Les recettes issues de la redevance média sont plafonnées. La quote-part annuelle dévolue à la SSR est octroyée par l'OFCOM à raison de 12 tranches mensuelles égales et passée au compte de résultat. Une éventuelle compensation du renchérissement est versée une fois par an en se basant sur le renchérissement de l'exercice précédent. La publicité est commercialisée par Admeira SA. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat, la commission de vente ainsi que les taxes et redevances sont directement déduits du produit publicitaire brut. Depuis avril 2020, la SSR commercialise elle-même le sponsoring. Tout comme les recettes publicitaires, les recettes de sponsoring sont comptabilisées dans le résultat de la période correspondant à leur diffusion.

Engagements conditionnels et créances conditionnelles

Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale. Il n'y a pas actuellement d'engagement conditionnel significatif.

Annexe avec explications

M1 Recettes issues de la redevance média

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Recettes issues de la redevance média	1 222 903	1 230 947	8 044
Total	1 222 903	1 230 947	8 044

Durant l'année sous revue, les **recettes issues de la redevance média** ont progressé de 8,0 millions de francs (2021: +39,8 millions). Cette hausse s'explique par la compensation du renchérissement sur la redevance média sur la base du renchérissement de l'année précédente.

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Publicité	164 133	163 829	-304
Sponsoring	37 435	36 654	-781
Programme	35 754	40 249	4 495
Total	237 322	240 732	3 410

En 2022, les **recettes publicitaires** reculent de 0,3 million de francs (2021: +15,9 millions). La fragmentation continue de l'utilisation TV et l'augmentation du visionnage en replay avec des décrochages publicitaires entraîne une baisse supplémentaire de la pénétration des blocs publicitaires déterminante pour les recettes y relatives. Mais grâce à la popularité de la publicité TV auprès des annonceurs et à la pénurie d'offres dans ce domaine sur le marché, la demande reste élevée et elle a contenu le recul des recettes malgré des pénétrations moindres en 2022. Les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football ont également contribué à l'atténuation de l'offre publicitaire de la SSR.

Les **recettes de sponsoring** reculent de 0,8 million de francs par rapport à l'exercice précédent (2021: +3,0 millions). Tout comme la publicité TV, le sponsoring a lui aussi profité de ces deux événements sportifs majeurs et ainsi pu limiter le recul de ses recettes. La progression des **recettes de programme** de 4,5 millions de francs (2021: +2,4 millions) est imputable à la croissance des affaires en compensation (+4,5 millions). Le recul des recettes Call Media (-0,7 million) a pu être compensé par la croissance des autres recettes de programme (+0,7 million). S'établissant à 21,0 millions de francs, les droits de rediffusion et les recettes de licence représentent, comme durant l'exercice précédent, la majeure partie des recettes de programme, suivis par les affaires en compensation à hauteur de 10,7 millions de francs.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Contributions	22 566	22 074	-492
Prestations de services	27 375	31 627	4 252
Autres produits d'exploitation	57 032	21 072	-35 960
Total	106 973	74 773	-32 200

Par rapport à l'exercice précédent, le **produit des prestations de services** progresse de 4,3 millions de francs (2021: +10,6 millions) – une progression qui s'explique essentiellement par le mandat de production pour les compétitions de ski alpin aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin. Les **autres produits d'exploitation** reculent quant à eux de 36,0 millions de francs (2021: +42,0 millions). L'an dernier, cette position contenait le bénéfice comptable de 41,5 millions de francs réalisé sur la vente de deux immeubles. Durant l'exercice en cours, il en résulte un bénéfice comptable de 3,7 millions de francs du fait d'indemnités de retour. Le revenu locatif augmente de 2,0 millions de francs du fait de surfaces louées supplémentaires.

M4 Charges de personnel

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Salaires	585 824	588 388	2 564
Indemnités	21 337	19 640	-1 697
Prestations sociales	127 478	125 850	-1 628
Autres charges de personnel	18 774	46 630	27 856
Total	753 413	780 508	27 095

Par rapport à l'exercice précédent, les **salaires** progressent de 2,6 millions de francs (2021: +5,8 millions) en raison de l'augmentation des avoirs en temps et des mesures salariales. Les **allocations** reculent de 1,7 million de francs (2021: +0,4 million) du fait d'un moindre besoin en provisions pour primes de fidélité. Les **prestations sociales** reculent de 1,6 million de francs (2021: +2,2 millions) – un recul qui s'explique par des cotisations CPS inférieures imputables à des départs anticipés à la retraite en 2021. Les **autres charges de personnel** progressent de 27,9 millions de francs (2021: -22,1 millions). Cette progression s'explique essentiellement par la correction de valeur de la réserve de cotisations employeur versée de 35 millions de francs (voir M17). Les charges relatives au personnel temporaire progressent de +2,3 millions de francs et les coûts de formation et de recrutement de +1,1 million. A l'inverse, on observe une réduction des coûts de restructuration (voir M21 et M24).

M5 Charges programme et production

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Indemnités artistes et auteur.es	20 157	20 020	-137
Droits d'auteur.e	108 712	110 889	2 177
Productions de tiers et commandes	203 575	218 008	14 433
Charges de liaisons et de lignes	98 850	52 547	-46 303
Charges diverses programme et production	8 712	15 965	7 253
Variation des stocks de programmes	2 201	-11 003	-13 204
Total	442 207	406 426	-35 781

Les **droits d'auteur.e** augmentent de 2,2 millions de francs (2021: +20,3 millions). Ce léger écart par rapport à l'exercice précédent découle du fait que 2021 – comme le sera 2022 – était une année sportive particulièrement riche avec les Jeux olympiques et d'importantes compétitions de football, les événements sportifs majeurs de 2020 ayant été reportés à 2021. Les **productions de tiers et commandes** ont également progressé de 14,4 millions de francs (2021: -0,1 million). Alors que les achats de productions de tiers et commandes ont reculé de 4,5 millions de francs, les coûts des coproductions et du Pacte ont augmenté de 15,9 millions de francs. La forte diminution des **charges de liaisons et de lignes** de 46,3 millions de francs (2021: +34,1 millions) s'explique principalement par la constitution d'une provision pour la poursuite de la diffusion FM l'année précédente.

M6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Charges administratives	26 066	26 388	322
Publicité	22 638	30 968	8 330
Communication, logistique et frais	36 387	41 621	5 234
Total	85 091	98 977	13 886

Les **charges publicitaires** augmentent de 8,3 millions de francs (2021: +5,7 millions). 5,4 millions découlent de la publicité avec contrepartie. L'augmentation de 5,2 millions de francs (2021: +6,5 millions) des **charges de communication, logistique et frais** découle du plus grand nombre de déplacements effectués, notamment du fait du mandat de production de la SSR pour les courses de ski des Jeux olympiques d'hiver à Pékin. Outre les événements majeurs, de petites manifestations nationales ont à nouveau lieu, ce qui a également contribué à une augmentation des coûts par rapport à l'exercice précédent.

M7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	62 795	59 742	-3 053
Dépréciations immobilisations corporelles	229	-	-229
Immobilisations corporelles	63 024	59 742	-3 282
Dépréciations immobilisations financières	-	300	300
Immobilisations financières	-	300	300
Amortissements prévus valeurs incorporelles	2 786	2 337	-449
Valeurs incorporelles	2 786	2 337	-449
Total	65 810	62 379	-3 431

Les **amortissements prévus** reculent de 3,5 millions de francs (2021: -5,8 millions) et les **dépréciations** progressent de 0,1 million de francs (2021: -0,2 million). Près de 2,5 millions de francs de ce recul sont imputables aux moyens de production. Le reste (0,6 million) se répartit à parts égales entre l'immobilier et les autres immobilisations corporelles. La dépréciation des immobilisations financières concerne Telvetia SA: du fait que la fortune de cette filiale est essentiellement constituée de créances en euro, la valeur de participation doit être adaptée à la perte de substance du capital propre.

M8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Entretien et remplacement	54 782	53 530	-1 252
Autres charges	112 902	111 791	-1 111
Total	167 684	165 321	-2 363

Les charges **d'entretien et remplacement** reculent de 1,3 million de francs (2021: -1,1 million) essentiellement du fait de coûts de maintenance moindres (1,0 million). Les coûts de l'électricité n'ont pas encore eu d'impact sur l'exercice écoulé, alors que le prix plus élevé des carburants a entraîné une augmentation des coûts de 0,2 million de francs.

M9 Résultat financier

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Produits financiers	2 695	2 504	-191
Charges financières	-6 127	-9 048	-2 921
Total	-3 432	-6 544	-3 112

Durant l'année sous revue, le **résultat financier** recule de 3,1 millions de francs (2021: +2,7 millions). Les **produits financiers** comprennent les revenus d'intérêt sur prêt et dépôts à terme (0,4 million), les recettes issues de la vente de participations (0,4 million) et les gains de change sur monnaies étrangères (1,7 million). Les **charges financières** comprennent les charges d'intérêt pour les prêts à court et long termes (4,6 millions), les intérêts négatifs prélevés sur les dépôts bancaires (0,4 million), les pertes de change sur monnaies étrangères (3,9 millions) et les frais bancaires (0,1 million).

M10 Impôts

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Impôts	-940	600	1 540
Total	-940	600	1 540

La SSR est exonérée d'impôts. Les **impôts** découlent de la dissolution partielle d'une provision pour impôts sur les gains immobiliers résultant de l'exercice précédent.

M11 Liquidités

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	160 144	40 251	-119 893
Fonds assimilés à des liquidités	99	150 059	149 960
Total	160 243	190 310	30 067

Le détail des évolutions est présenté dans le tableau de flux de trésorerie. Les avoirs à vue n'étant pas encore rémunérés par les organismes financiers, une grande partie des **liquidités** (150 millions) est placée dans des dépôts à court terme.

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	54 436	61 182	6 746
Sociétés du groupe	389	590	201
Parties liées	2	47	45
Corrections de valeur	-281	-367	-86
Total	54 546	61 452	6 906

Durant l'année sous revue, les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une hausse de 6,9 millions de francs (2021: -16,3 millions). Cette augmentation résulte principalement des **tiers** (6,7 millions), les paiements ne devant plus être réglés avant échéance suite à la suppression des intérêts négatifs.

M13 Autres créances à court terme

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	24 921	24 654	-267
Total	24 921	24 654	-267

Les **autres créances à court terme** reculent de 0,3 million de francs (2021: -2,2 millions). Elles se composent essentiellement de deux retenues d'impôt, l'une de 17,8 millions de francs et l'autre de 6,4 millions de francs, découlant toutes deux d'une vente immobilière respectivement en 2018 et en 2021.

M14 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Paiements anticipés de programmes	21 739	17 367	-4 372
Productions maison	57 691	66 170	8 479
Productions de tiers	37 307	39 780	2 473
Corrections de valeur	-434	-428	6
Stocks de programmes	94 564	105 522	10 958
Stocks de marchandises	655	842	187
Total	116 958	123 731	6 773

Les **versements anticipés** reculent de 4,4 millions de francs (2021: -9,4 millions), essentiellement s'agissant des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. Ils sont en hausse de 11,0 millions de francs (2021: -2,2 millions). La majeure partie de cette hausse (8,5 millions) concerne les productions maison. Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	13 358	20 056	6 698
Sociétés du groupe	54	14	-40
Parties liées	6	-	-6
Total	13 418	20 070	6 652

Les **comptes de régularisation actifs tiers** progressent de 6,7 millions de francs (2021: +2,4 millions), principalement du fait de régularisations dans le domaine des logiciels et de la maintenance (+4,0 millions).

M16 Immobilisations corporelles

CHF 1000					
	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2021	491 879	112 152	60 754	7 600	672 385
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2021	1 095 317	390 896	60 754	25 632	1 572 599
Entrées	5 820	17 761	70 546	1 034	95 161
Sorties	-42 816	-6 768	-1 136	-561	-51 281
Reclassifications	1 439	17 798	-19 785	117	-431
Solde au 31.12.2021	1 059 760	419 687	110 379	26 222	1 616 048
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2021	-603 438	-278 744	-	-18 032	-900 214
Amortissements prévus	-24 246	-35 978	-	-2 571	-62 795
Dépréciations	-	-229	-	-	-229
Sorties	17 837	6 535	-	535	24 907
Solde au 31.12.2021	-609 847	-308 416	-	-20 067	-938 330
Valeurs comptables nettes 31.12.2021	449 913	111 271	110 379	6 155	677 718
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2022	1 059 760	419 687	110 379	26 222	1 616 048
Entrées	9 534	18 213	58 388	1 199	87 334
Sorties	-62 046	-66 881	-452	-1 340	-130 719
Reclassifications	17 895	13 165	-32 366	1 133	-173
Solde au 31.12.2022	1 025 143	384 184	135 949	27 214	1 572 490
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2022	-609 847	-308 416	-	-20 067	-938 330
Amortissements prévus	-23 952	-33 537	-	-2 252	-59 741
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	44 873	66 721	-	1 320	112 914
Solde au 31.12.2022	-588 925	-275 233	-	-20 999	-885 157
Valeurs comptables nettes 31.12.2022	436 218	108 951	135 949	6 215	687 333

Comme durant l'exercice précédent, la part de **terrains non bâtis** s'élève à 1,7 million de francs. Le solde de reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M18). Le recul des **terrains et constructions** concerne le retour à la cédante du droit de superficie d'un objet devenu inutile. Le recul des immobilisations en construction concerne principalement des ventes internes au groupe.

M17 Immobilisations financières

CHF 1000	Créances à long terme	Participations	Prêts	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2021	-	22 080	28 072	-	50 152
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2021	-	30 279	28 072	-	58 351
Entrées	-	-	7 200	-	7 200
Sorties	-	-	-9 187	-	-9 187
Solde au 31.12.2021	-	30 279	26 085	-	56 364
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2021	-	-8 199	-	-	-8 199
Entrées	-	-57	-	-	-57
Sorties	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2021	-	-8 256	-	-	-8 256
Valeurs comptables nettes au 31.12.2021	-	22 023	26 085	-	48 108
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2022	-	30 279	26 085	-	56 364
Entrées	-	-	-	35 000	35 000
Sorties	-	-23 748	-85	-	-23 833
Solde au 31.12.2022	-	6 531	26 000	35 000	67 531
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2022	-	-8 256	-	-	-8 256
Entrées	-	-300	-	-35 000	-35 300
Sorties	-	8 243	-	-	8 243
Solde au 31.12.2022	-	-313	-	-35 000	-35 313
Valeurs comptables nettes au 31.12.2022	-	6 218	26 000	-	32 218

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Titres	2	2	-
Prêts aux tiers	85	-	-85
Prêts aux sociétés du groupe	21 000	21 000	-
Prêts aux parties liées	5 000	5 000	-
Prêts	26 085	26 000	-85
Sociétés du groupe (participation supérieure à 50 %)	21 117	5 410	-15 707
Sociétés à participations (participation entre 20 % et 49 %)	423	423	-
Autres participations (participation inférieure à 20 %)	481	383	-98
Participations	22 021	6 216	-15 805
Réserve de cotisations employeur	-	-	-
Total	48 108	32 218	-15 890

Les **immobilisations financières** reculent de 15,9 millions de francs (2021: -2,0 millions) essentiellement du fait de la liquidation de la filiale TPC. Le remboursement d'un prêt, la vente d'une participation (0,1 million chaque) et la correction de valeur d'une participation (0,3 million) sont d'autres transactions à noter au sein des immobilisations financières.

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2021	5 901	5 901
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2021	41 751	41 751
Entrées	1 155	1 155
Sorties	-4 928	-4 928
Reclassifications	431	431
Solde au 31.12.2021	38 409	38 409
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2021	-35 850	-35 850
Amortissements prévus	-2 786	-2 786
Dépréciations	-	-
Sorties	4 928	4 928
Solde au 31.12.2021	-33 708	-33 708
Valeurs comptables nettes au 31.12.2021	4 701	4 701
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2022	38 409	38 409
Entrées	527	527
Sorties	-317	-317
Reclassifications	173	173
Solde au 31.12.2022	38 792	38 792
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2022	-33 708	-33 708
Amortissements prévus	-2 337	-2 337
Dépréciations	-	-
Sorties	317	317
Solde au 31.12.2022	-35 728	-35 728
Valeurs comptables nettes au 31.12.2022	3 064	3 064

La reclassification provient des **immobilisations corporelles** (voir M16). Les sorties concernent des mises hors service d'installations immatérielles intégralement amorties.

M19 Engagements résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	47 699	75 332	27 633
Sociétés du groupe	4 008	4 246	238
Parties liées	2 017	2 045	28
Total	53 724	81 623	27 899

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont progressé de 27,9 millions (2021: -15,4 millions), du fait que les délais de paiement – contrairement à l'année précédente – sont à nouveau pleinement exploités. Ce changement de paradigme est une conséquence directe de la suppression des intérêts négatifs.

M20 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	29 533	33 587	4 054
Parties liées	-	10 411	10 411
Total	29 533	43 998	14 465

Les **autres dettes à court terme** enregistrent une hausse de 14,5 millions de francs (2021: -7,9 millions). Une hausse expliquée par la pleine utilisation des délais de paiement.

M21 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2021	12 766	18 038	5 343	17 811	53 958
Constitution	12 369	3 526	5 962	940	22 797
Utilisation	-10 970	-8 580	-3 326	-	-22 876
Dissolution	-822	-9 301	-513	-	-10 636
Reclassification court/long terme	2 200	4 870	691	-	7 761
Valeur comptable au 31.12.2021	15 543	8 553	8 157	18 751	51 004
Constitution	1 684	4 541	2 994	-	9 219
Utilisation	-15 343	-5 051	-6 477	-	-26 871
Dissolution	-200	-3 424	-240	-600	-4 464
Reclassification court/long terme	2 000	856	18 138	-	20 994
Valeur comptable au 31.12.2022	3 684	5 475	22 572	18 151	49 882

Les provisions à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 3,7 millions de francs (2021: 15,5 millions): 2,0 millions de francs (2021: 2,2 millions) pour les primes de fidélité, 1,4 million de francs (2021: 2,0 millions) pour les absences prolongées pour cause de maladie et 0,3 million de francs (2021: 1,4 million) pour les paiements de compensation envers des collaborateurs. Les **provisions pour restructuration** se montent à 5,5 millions de francs (2021: 8,6 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 22,6 millions de francs (2021: 8,2 millions), dont 18,3 millions de francs (2021: 4,9 millions) provisionnés pour des projets de distribution. Les 4,3 millions de francs restants (2021: 3,3 millions) se répartissent sur d'autres postes de moindre importance. La **provision pour impôts** s'élève à 18,2 millions de francs (2021: 18,8 millions) pour l'impôt sur les plus-values immobilières découlant de deux ventes.

M22 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Tiers	54 245	50 820	-3 425
Sociétés du groupe	125	69	-56
Parties liées	40	1 853	1 813
Total	54 410	52 742	-1 668

Les **comptes de régularisation passifs** reculent de 1,7 million de francs (2021: +4,1 millions). S'agissant des **tiers**, le recul s'explique essentiellement par la suppression des délimitations de factures d'investissement de l'exercice précédent. S'agissant des **parties liées**, la progression est imputable à des délimitations vis-à-vis de la Caisse de pension.

M23 Dettes financières

CHF 1000	2021	2022	Evolution
Dettes financières à court terme	-	250 000	250 000
Dettes financières à long terme	350 000	100 000	-250 000
Total	350 000	350 000	-

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'à fin septembre 2023 (250 millions de francs; taux d'intérêt à 1,56 %) et fin octobre 2025 (100 millions de francs; taux d'intérêt à 0,70 %). Les 250 millions de francs devant être remboursés en 2023 sont reclassés dans les engagements financiers à court terme.

M24 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2021	34 943	28 901	21 288	-	85 132
Constitution	5 109	7 952	36 064	-	49 125
Utilisation	-4 058	-1 634	-68	-	-5 760
Dissolution	-	-1 016	-480	-	-1 497
Reclassification court/long terme	-2 200	-4 870	-691	-	-7 761
Valeur comptable au 31.12.2021	33 794	29 333	56 113	-	119 239
Constitution	1 614	628	7 904	-	10 146
Utilisation	-1 536	-5 470	-237	-	-7 243
Dissolution	-123	-5 642	-395	-	-6 160
Reclassification court/long terme	-2 000	-856	-18 138	-	-20 994
Valeur comptable au 31.12.2022	31 749	17 993	45 247	-	94 988

Les **provisions à long terme personnel et prévoyance** couvrent les avoirs en temps à long terme et les primes de fidélité des collaboratrices de plus de 31,7 millions de francs (2021: 33,8 millions). Les taux actuariels utilisés pour l'escompte des primes de fidélité correspondent aux taux d'intérêt des obligations de caisse de la Confédération. Durant l'exercice sous revue, les primes de fidélité reculent de 1,3 million de francs. **Les provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 18,0 millions de francs (2021: 29,3 millions). **Les autres provisions** sont constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 0,3 million (2021: 0,7 million), pour les frais de remise en état d'immobilier loué de plus de 1,7 million (2021: 2,1 millions), pour des projets de distribution (abandon de la FM, démantèlement d'infrastructures et optimisation du DAB+) de plus de 29,8 millions de francs (2021: 47,9 millions) et pour des contrats déficitaires de plus de 7,4 millions de francs. Sur les 6,0 millions de francs restants (2021: 5,4 millions), 4,9 millions sont provisionnés pour la démolition partielle du site de Comano et la démolition de la passerelle de Leutschenbach. 1,1 million de francs concerne diverses provisions de moindre importance.

Autres indications

M 25 Engagements conditionnels et engagements non-inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 32,5 millions de francs (2021: 65,0 millions) pour 2023. La Business Unit Sport a conclu des contrats à long terme (droits de licence et engagements de production) pour des manifestations sportives à venir pour un montant total de 130,9 millions de francs (2021: 152,0 millions). Les autres engagements non-inscrits au bilan pour des contrats de programme sont estimés à 19,2 millions de francs (2021: 14,1 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 143,2 millions de francs (2021: 144,2 millions). 13,5 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 45,3 millions dans deux à cinq ans et 84,4 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 59,8 millions de francs (2021: 48,9 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à plus de 4,9 millions de francs (2021: 5,0 millions) et les autres engagements conditionnels à 0,5 million de francs (2021: 6,6 millions). Les litiges juridiques non-inscrits au bilan s'élèvent à 15,5 millions de francs (2021: 15,2 millions).

M 26 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2021			
Achat Euro	51 866	-	2 219
Achat US-Dollar	10 980	3	45
Total achat	62 846	3	2 264
Total des opérations de change à option au 31.12.2021	62 846	3	2 264
Opérations de change à option ouvertes 2022			
Achat Euro	47 144	471	311
Achat US-Dollar	11 105	33	54
Total achat	58 249	504	365
Total des opérations de change à option au 31.12.2022	58 249	504	365

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 27 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès de l'institution de prévoyance juridiquement autonome Caisse de pension SSR (CPS). Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employé.es et de l'employeur. L'assurance des collaborateur.trices de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2022, le cercle des personnes assurées comprenait 6287 actif.ves (2021: 6126) et 2953 bénéficiaires de prestations (2021: 2802).

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (avantage, engagement) en référence à l'institution de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2022	Renoncia- tion à l'utilisa- tion 2021	Constitu- tion 2022	Bilan 31.12.22	Bilan 31.12.21	Résultat réserves dans charges de personnel	
						2022	2021
Institutions de prévoyance	35 000	-35 000	35 000	-	-	35 000	-
Total	35 000	-35 000	35 000	-	-	35 000	-

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.22	Part économique de l'entité 31.12.22	31.12.21	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat le de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2022	2021
Plan de prévoyance sans excédent/déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	78 476
Plan de prévoyance avec excédent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-136 131	-	-	-	71 436	71 436	-
Total avantage/engagement économique et charges de prévoyance	-136 131	-	-	-	71 436	71 436	78 476

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice provisoires au 31 décembre 2022. Le taux de couverture de la CPS s'élève à 96,0 % au 31 décembre 2022 (année précédente : 112,3 %). Le taux de couverture affiché est calculé sur la base du taux d'intérêt de 1,5 % en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

M 28 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers la Caisse de pension s'élèvent à 10,4 millions de francs au 31 décembre 2022. La dette sera réglée au 6 janvier 2023.

M 29 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2021: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

M 30 Evaluation des risques

La gestion des risques fait partie intégrante de toutes les décisions essentielles de la SSR en matière d'activité commerciale et de direction. Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Celle-ci a été révisée en 2022 et adoptée par le CA le 16 décembre 2022. Conformément à cette politique, les principaux échelons de direction de l'entreprise doivent évaluer au moins une fois par an les risques susceptibles d'affecter leur domaine de compétence. Le reporting périodique au CA est axé sur les risques majeurs.

Comme en 2021, les risques stratégiques majeurs sont principalement liés à transformation numérique. Le secteur des médias tout entier est en pleine mutation et est également sous pression en raison du changement des habitudes des utilisateur.trices, de l'augmentation de la concurrence étrangère et de la baisse des recettes publicitaires. Afin de satisfaire les besoins du public et son mandat dévolu au sens de la Concession, la SSR doit proposer des offres tant linéaires que numériques. Les attentes vis-à-vis de l'offre SSR ont tendance à se renforcer, alors que les moyens financiers reculent. Dans ce contexte compliqué, la SSR et ses collaborateur.trices doivent chaque jour satisfaire différentes parties prenantes tout en se préparant dans le même temps à l'avenir, ceci dans un contexte stratégique, opérationnel, financier et personnel impliquant des défis et des risques d'envergure. L'initiative SSR «200 francs, ça suffit!» a également été traitée en profondeur; elle devrait être déposée en 2023.

M 31 Transactions avec des parties liées

Durant l'année sous revue, les produits réalisés avec des parties liées s'élèvent à 0,4 million de francs (2021: 0,4 million), les charges à 8,8 millions de francs (2021: 13,5 millions): 8,2 millions de francs (2021: 8,2 millions) pour des contributions d'exploitation et 0,6 million de francs (2021: 5,3 millions) pour des fondations d'archives cinématographiques.

Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,4 million de francs (2021: 1,2 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension SSR, car ils auraient été refacturés à la SSR.

Les soldes des créances et des engagements avec des parties liées sont comptabilisés séparément dans les présents comptes annuels.

Il existe une créance de prêt à hauteur de 5,0 millions de francs en faveur de la Radio- und Fernsehgenossenschaft Basel (RFB) (2021: 5,0 millions).

M 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 5 avril 2023, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Conformément à la séance du Conseil d'administration du 5 avril 2023, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes annuels 2022 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 28 avril 2023 d'approuver les comptes annuels 2022 de la maison mère.

L'exercice 2022 se solde par un résultat d'entreprise positif de 26,9 millions de francs, que nous proposons d'ajouter sous le report de pertes.

Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR)



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand



Rapport de l'organe de révision

À l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultat, le tableau des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes annuels, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 232 - 251) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2022 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels, des comptes consolidés, le rapport de rémunération et de nos rapports correspondants.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux Comptes Annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels lesquels donnent une image fidèle conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation de la société ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Berne, le 5 avril 2023

BDO SA

Beat Rüfenacht
Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

Thomas Bigler
Expert-réviseur agréé

Editeur

SRG SSR, Berne
srgssr.ch, info@srgssr.ch

Direction du projet et rédaction

Dominic Witschi, Barbara Kobelt, Anna Sterchi, Imelda Lütolf et Giulia D'Angelo (Rapport annuel)
Daniel Anderegg, Bettina Rudorf (Comptes)
srgssr.ch, info@srgssr.ch

Traduction

Service linguistique SSR, Berne
pool.tandem@srgssr.ch

Concept, design, réalisation

HEUSSERBISCHOFF AG, Zürich
heusserbischoff.ch

Photos

srgssr.ch/rg2022

Format de publication/mise en page

La version officielle du rapport de gestion est en ligne à l'adresse: srgssr.ch/rg2022

Date de publication

28 avril 2023

Le rapport de gestion est disponible en français et en allemand.
La version allemande fait foi.